

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/42659]

6 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les règles de fonctionnement, de délibération et d'organisation du collège des gouverneurs wallons

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1124-23, § 1^{er}, remplacé par le décret du 2 mai 2019;

Vu le décret du 2 mai 2019 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux receveurs régionaux, l'article 13;

Vu le rapport du 11 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2018;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 28 janvier 2019;

Vu l'avis de la Fédération des centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 28 janvier 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 6 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Fédération des receveurs régionaux, donné le 21 janvier 2019;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « gouverneur » : le gouverneur de la province;

2° « collège » : le collège des gouverneurs wallons, institué par l'article L1124-23, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

CHAPITRE II. — Composition

Art. 2. La présidence du collège est exercée à tour de rôle par chaque gouverneur, pour une durée d'un an, suivant l'ordre suivant :

1° pour l'année au cours de laquelle le présent arrêté entre en vigueur, la présidence est assurée par le gouverneur de la province de Namur;

2° pour l'année qui suit celle visée au 1°, la présidence est assurée par le gouverneur de la province de Hainaut;

3° pour l'année qui suit celle visée au 2°, la présidence est assurée par le gouverneur de la province de Brabant wallon;

4° pour l'année qui suit celle visée au 3°, la présidence est assurée par le gouverneur de la province de Luxembourg;

5° pour l'année qui suit celle visée au 4°, la présidence est assurée par le gouverneur de la province de Liège;

A partir de l'année qui suit celle visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, la présidence est assurée en suivant à nouveau l'ordre prévu à l'alinéa 1^{er}.

La période d'un an visée à l'alinéa 1^{er} prend cours le 1^{er} septembre et expire le 31 août.

Lorsque le président est absent ou empêché, il est remplacé par le membre présent le plus ancien.

Art. 3. L'ancienneté des membres du collège se détermine par la date de leur nomination à la fonction de gouverneur et, en cas de nomination à la même date, par l'âge.

Art. 4. Le collège établit son règlement d'ordre intérieur au plus tard le 1^{er} jour du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les bureaux du collège sont établis à 5000 Namur, place Saint-Aubain 2.

CHAPITRE III. — Réunions et ordre du jour

Art. 5. § 1^{er}. Le collège se réunit sur la convocation du président.

Le président convoque le collège dès qu'il l'estime opportun ou dès qu'un gouverneur en fait la demande.

§ 2. Le président détermine l'ordre du jour des réunions du collège.

Le gouverneur qui désire voir inscrire un point à l'ordre du jour doit en faire la demande par écrit au président, à moins qu'il ne la formule en séance du collège.

Le président fixe la date de la séance à l'ordre du jour de laquelle ce point sera inscrit.

Art. 6. Le collège se réunit, en principe, à la résidence officielle du président.

Dans des cas exceptionnels, le collège peut se réunir à un autre endroit, selon les circonstances.

Art. 7. § 1^{er}. Les convocations aux réunions sont signées par le président. Elles contiennent l'ordre du jour de la séance.

Elles sont communiquées aux membres au moins quinze jours avant la date de la séance. En cas d'urgence, appréciée par le président, les convocations doivent parvenir aux membres au plus tard la veille du jour fixé pour la séance.

§ 2. Exceptionnellement, le président peut convoquer une nouvelle séance du collège, sur-le-champ et sans convocation écrite.

CHAPITRE IV. — *Délibérations*

Art. 8. Seuls les points figurant à l'ordre du jour sont discutés.

Toutefois, sous réserve de l'accord de l'ensemble des membres présents, le collège peut décider de discuter de tout autre point ne figurant pas à l'ordre du jour.

Art. 9. Les gouverneurs peuvent se faire remplacer par un commissaire d'arrondissement de la province dont ils ressortent. Sur les questions relatives aux receveurs régionaux, les commissaires d'arrondissement assistent à la réunion.

Art. 10. § 1^{er}. Le collège délibère si la majorité au moins de ses membres est présente.

§ 2. Lorsque la condition prévue au paragraphe 1^{er} n'est pas remplie, le président en fait la constatation et lève la séance ou décide que le collège continue à siéger traitant tout ou partie de l'ordre du jour sans toutefois pouvoir délibérer valablement.

Le président fixe immédiatement la date de la réunion au cours de laquelle les points figurant à l'ordre du jour de la séance levée seront examinés. Lors de cette séance, les points reportés pourront être valablement délibérés, même en l'absence du quorum fixé au paragraphe 1^{er}.

La convocation à la réunion suivante mentionne cette circonstance. Dans ce cas, il peut être dérogé au délai fixé à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 11. Les séances sont ouvertes, suspendues et closes par le président.

Art. 12. Sous réserve de l'application de dispositions particulières, les décisions du collège sont prises à la majorité.

Art. 13. Les séances du collège ne sont pas publiques. Les personnes qui assistent à quelque titre que ce soit aux réunions du collège sont tenues de respecter le secret des délibérations et des votes.

Le collège peut inviter toute personne qu'il juge utile.

Les documents examinés par le collège sont confidentiels.

La confidentialité stricte est requise pour les dossiers qui concernent les personnes ou à la demande explicite du président.

Art. 14. Sans préjudice de l'application d'autres interdictions résultant d'une loi, d'un décret, d'une disposition statutaire ou réglementaire, tout membre du collège s'abstient de prendre part à la discussion et au vote d'un point de l'ordre du jour dès qu'il y a un intérêt personnel, soit directement, soit indirectement, avec la décision à prendre.

Le membre se retire pendant la discussion et le vote sur ce point. Toutefois, il est tenu compte de sa présence en ce qui concerne l'application de l'article 10, § 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Procès-verbal des séances*

Art. 15. § 1^{er}. Le secrétariat du collège est assuré par le Service public Wallonie Intérieur et Action sociale.

Lors de chaque séance du collège, un procès-verbal est rédigé de manière synthétique en faisant apparaître les éléments du processus de décision, le résultat des votes éventuels et la motivation formelle des décisions. Après avoir été soumis au président, le texte du procès-verbal est porté, pour approbation, à l'ordre du jour de la séance suivante du collège.

Toutefois, lorsque le président le décide, le procès-verbal afférent à un point particulier évoqué en séance peut faire l'objet d'une rédaction et approbation immédiates.

§ 2. Le procès-verbal est établi en français. Il est signé par le président après approbation par le collège.

Il est conservé par le secrétariat du collège qui en délivre, à qui de droit, des expéditions ou extraits certifiés conformes. Cette délivrance est néanmoins soumise à l'accord préalable du président du collège, lorsque la demande n'émane directement pas d'un de ses membres.

Art. 16. Les membres du collège signent à chaque séance une liste de présence qui est certifiée exacte par le président.

Art. 17. Tout envoi ou toute communication écrite, notamment les demandes de convocation, les convocations aux réunions, demandes d'inscription à l'ordre du jour, communications de documents, peuvent se faire par courrier ou par voie électronique.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 18. Les articles 2 et 6 du décret du 2 mai 2019 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relative aux receveurs régionaux entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/42659]

6. JUNI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Regeln für die Arbeitsweise, die Beschlussfassung und die Organisation des Kollegiums der wallonischen Gouverneure

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Artikel L1124-21 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 2. Mai 2019;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Mai 2019 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung in Bezug auf die Regionaleinnehmer, Artikel 13;

Aufgrund des Berichts vom 11. November 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 17. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Dezember 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 28. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie (Union des Villes et Communes de Wallonie);

Aufgrund der am 28. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Verbands der öffentlichen Sozialhilfezentren ("Fédération des Centres publics d'action sociale");

Aufgrund des am 6. Mai 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist keine Stellungnahme abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84, § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 21. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Verbands der Regionaleinnehmer;

Auf Vorschlag der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Gouverneur": der Gouverneur der Provinz;

2° "Kollegium": das Kollegium der wallonischen Gouverneure, eingerichtet durch Artikel L1124-23 § 1 Absatz 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung.

KAPITEL II — *Zusammensetzung*

Art. 2 - Der Vorsitz des Kollegiums wird von jedem Gouverneur abwechselnd für einen Zeitraum von einem Jahr in folgender Reihenfolge wahrgenommen:

1° Für das Jahr, in dem der vorliegende Erlass in Kraft tritt, wird der Vorsitz vom Gouverneur der Provinz Namur wahrgenommen;

2° Für das Jahr nach dem in Ziffer 1 genannten Jahr wird der Vorsitz vom Gouverneur der Provinz Hennegau wahrgenommen;

3° Für das Jahr nach dem in Ziffer 2 genannten Jahr wird der Vorsitz vom Gouverneur der Provinz Wallonisch-Brabant wahrgenommen;

4° Für das Jahr nach dem in Ziffer 3 genannten Jahr wird der Vorsitz vom Gouverneur der Provinz Luxemburg wahrgenommen;

5° Für das Jahr nach dem in Ziffer 4 genannten Jahr wird der Vorsitz vom Gouverneur der Provinz Lüttich wahrgenommen;

Ab dem Jahr nach dem in Absatz 1 Ziffer 5 genannten Jahr wird der Vorsitz erneut in der in Absatz 1 vorgesehenen Reihenfolge ausgeübt.

Der in Absatz 1 genannte Zeitraum von einem Jahr erstreckt sich vom 1. September bis zum 31. August.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Vorsitzenden wird dieser durch das dienstälteste anwesende Mitglied ersetzt.

Art. 3 - Das Dienstalder der Mitglieder des Kollegiums wird durch den Tag ihrer Ernennung in das Amt eines Gouverneurs und, im Falle ihrer Ernennung am selben Tag, durch das Alter bestimmt.

Art. 4 - Das Kollegium gibt sich spätestens am ersten Tag des Monats nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Geschäftsordnung.

Die Büros des Kollegiums befinden sich in 5000 Namur, place Saint-Aubain 2.

KAPITEL III — *Versammlungen und Tagesordnung*

Art. 5 - § 1. Das Kollegium tritt auf Einladung des Vorsitzenden zusammen.

Der Vorsitzende beruft das Kollegium ein, sobald er es für angemessen hält, oder sobald ein Gouverneur dies beantragt.

§ 2. Der Vorsitzende legt die Tagesordnung für die Sitzungen des Kollegiums fest.

Ein Gouverneur, der einen Punkt auf die Tagesordnung setzen möchte, muss einen schriftlichen Antrag an den Vorsitzenden richten, es sei denn, er beantragt dies auf einer Sitzung des Kollegiums.

Der Vorsitzende legt das Datum der Sitzung fest, in deren Tagesordnung dieser Punkt aufgenommen wird.

Art. 6 - Das Kollegium tritt grundsätzlich am offiziellen Amtssitz des Vorsitzenden zusammen.

In Ausnahmefällen kann das Kollegium je nach den Umständen an einem anderen Ort tagen.

Art. 7 - § 1. Die Vorladungen zu den Sitzungen werden vom Vorsitzenden unterzeichnet. Sie enthalten die Tagesordnung der Sitzung.

Sie werden den Mitgliedern mindestens fünfzehn Tage vor dem Tag der Sitzung mitgeteilt. In Dringlichkeitsfällen, die vom Vorsitzenden als solche gewertet werden, müssen die Vorladungen zu den Sitzungen spätestens am Vortag des für die Sitzung festgelegten Tages bei den Mitgliedern eintreffen.

§ 2. In Ausnahmefällen kann der Vorsitzende unverzüglich und ohne schriftliche Mitteilung eine neue Sitzung des Kollegiums einberufen.

KAPITEL IV — *Beschlussfassung*

Art. 8 - Nur die Punkte der Tagesordnung werden behandelt.

Das Kollegium kann jedoch vorbehaltlich der Zustimmung aller anwesenden Mitglieder beschließen, jeden anderen Punkt, der nicht auf der Tagesordnung steht, zu behandeln.

Art. 9 - Die Gouverneure können durch einen Bezirkskommissar der Provinz, der sie angehören, ersetzt werden. In Fragen im Zusammenhang mit den Regionaleinnehmern nehmen die Bezirkskommissare an der Sitzung teil.

Art. 10 - § 1. Das Kollegium beschließt, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist.

§ 2. Ist die in Paragraph 1 genannte Bedingung nicht erfüllt, so protokolliert der Vorsitzende diese Tatsache und schließt die Sitzung oder beschließt, dass das Kollegium weiterhin tagt und sich mit der gesamten oder einem Teil der Tagesordnung befasst, aber nicht in der Lage ist, gültig zu beschließen.

Der Vorsitzende bestimmt unverzüglich den Tag der Sitzung, an dem die Tagesordnungspunkte der geschlossenen Sitzung behandelt werden. Auf dieser Sitzung kann über die vertagten Punkte gültig beschlossen werden, auch wenn das in Paragraph 1 vorgesehene Quorum nicht erreicht ist.

In der Vorladung zur nächsten Sitzung wird auf diese Situation hingewiesen. In diesem Fall kann von der in Artikel 7 § 1 Absatz 2 vorgesehenen Frist abgesehen werden.

Art. 11 - Die Sitzungen werden vom Vorsitzenden eröffnet, ausgesetzt und geschlossen.

Art. 12 - Vorbehaltlich der Anwendung besonderer Bestimmungen werden die Beschlüsse des Kollegiums mit der Mehrheit gefasst.

Art. 13 - Die Sitzungen des Kollegiums sind nicht öffentlich. Personen, die an den Sitzungen des Kollegiums in irgendeiner Eigenschaft teilnehmen, sind verpflichtet, die Vertraulichkeit der Beratungen und Abstimmungen zu wahren.

Das Kollegium kann jede Person einladen, insofern sie dies für nützlich hält.

Die vom Kollegium geprüften Dokumente sind vertraulich.

Für Akten, die Einzelpersonen betreffen, oder auf ausdrücklichen Wunsch des Vorsitzenden, ist strengste Vertraulichkeit erforderlich.

Art. 14 - Unbeschadet der Anwendung anderer Verbote, die sich aus einem Gesetz, einem Dekret, einer satzungsmäßigen Bestimmung oder einer Verordnungsbestimmung ergeben, verzichtet jedes Mitglied des Kollegiums auf die Teilnahme an der Diskussion und Abstimmung über einen Tagesordnungspunkt, sobald ein persönliches, direktes oder indirektes Interesse an der zu treffenden Entscheidung besteht.

Das Mitglied zieht sich während der Diskussion und der Abstimmung über diesen Punkt zurück. Seine Anwesenheit wird jedoch bei der Anwendung von Artikel 10 § 1 berücksichtigt.

KAPITEL V — *Sitzungsprotokoll*

Art. 15 - §1. Die Sekretariatsführung des Kollegiums wird vom Öffentlichen Dienst der Wallonie Inneres und soziale Maßnahmen gewährleistet.

Anlässlich jeder Sitzung des Kollegiums wird ein Protokoll in zusammengefasster Form erstellt, in dem die Elemente des Entscheidungsprozesses, das Ergebnis gegebenenfalls erfolgter Abstimmungen und die formalen Gründe für die Beschlussfassung aufgeführt sind. Nachdem er dem Vorsitzenden vorgelegt worden ist, wird der Text des Protokolls auf die Tagesordnung der nächsten Sitzung des Kollegiums zur Genehmigung gesetzt.

Auf Beschluss des Vorsitzenden kann das Protokoll zu einem bestimmten in der Sitzung behandelten Punkt jedoch unverzüglich erstellt und genehmigt werden.

§ 2. Das Protokoll wird in französischer Sprache erstellt. Es wird vom Vorsitzenden nach Genehmigung durch das Kollegium unterzeichnet.

Es wird vom Sekretariat des Kollegiums aufbewahrt, das den dazu berechtigten Personen beglaubigte Ausfertigungen oder Auszüge ausstellt. Diese Ausstellung bedarf jedoch der vorherigen Zustimmung des Vorsitzenden des Kollegiums, wenn der Antrag nicht unmittelbar von einem seiner Mitglieder ausgeht.

Art. 16 - Die Mitglieder des Kollegiums unterzeichnen auf jeder Sitzung eine Anwesenheitsliste, die vom Vorsitzenden als zutreffend bestätigt wird.

Art. 17 - Jede schriftliche Übermittlung oder Mitteilung, insbesondere Einberufungsanträge, Vorladungen zu Sitzungen, Anträge auf Aufnahme in die Tagesordnung, Übermittlung von Dokumenten, kann per Post oder auf elektronischem Wege erfolgen.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 18 - Die Artikel 2 und 6 des Dekrets vom 2. Mai 2019 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung in Bezug auf die Regionaleinnehmer treten am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 20 - Die Ministerin für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 6. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/42659]

6 JUNI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de regels voor de werking, de beraadslaging en de organisatie van het college van de Waalse gouverneurs

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op artikel L1124-23, § 1, vervangen bij het decreet van 2 mei 2019;

Gelet op het decreet van 2 mei 2019 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de gewestelijke ontvangers, artikel 13;

Gelet op het rapport van 11 november 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 17 december 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2018;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 28 januari 2019;

Gelet op het advies van de "Fédération des centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie" (Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 28 januari 2019;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 6 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Fédération des receveurs régionaux" (Federatie van de gewestelijke ontvangers), gegeven op 21 januari 2019;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° "gouverneur" : de gouverneur van de provincie;

2° "college" : het college van de Waalse gouverneurs, ingesteld bij artikel L1124-23, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

Art. 2. Het voorzitterschap van het college wordt bij toerbeurt gedurende een jaar door elke gouverneur uitgeoefend in de volgende volgorde :

1° voor het jaar waarin dit besluit in werking treedt, wordt het voorzitterschap door de gouverneur van de provincie Namen waargenomen;

2° voor het jaar volgend op het in 1° bedoelde jaar wordt het voorzitterschap door de gouverneur van de provincie Henegouwen waargenomen;

3° voor het jaar volgend op het in 2° bedoelde jaar wordt het voorzitterschap door de gouverneur van de provincie Waals Brabant waargenomen;

4° voor het jaar volgend op het in 3° bedoelde jaar wordt het voorzitterschap door de gouverneur van de provincie Luxemburg waargenomen;

5° voor het jaar volgend op het in 4° bedoelde jaar wordt het voorzitterschap door de gouverneur van de provincie Luik waargenomen.

Vanaf het jaar volgend op het in het eerste lid, 5°, bedoelde jaar wordt het voorzitterschap opnieuw volgens de in het eerste lid bedoelde volgorde waargenomen.

De in het eerste lid bedoelde periode van één jaar loopt van 1 september tot en met 31 augustus.

Als de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen door het lid met de grootste anciënniteit.

Art. 3. De anciënniteit van de leden van het college wordt bepaald door de datum waarop zij in het ambt van gouverneur zijn benoemd en, als zij op dezelfde datum zijn benoemd, door hun leeftijd.

Art. 4. Het college stelt zijn huishoudelijk reglement vast uiterlijk op de eerste dag van de maand volgend op de inwerkingtreding van dit besluit.

De kantoren van het college zijn "place Saint-Aubain", 2 te 5000 Namen gevestigd.

HOOFDSTUK III. — *Vergaderingen en agenda*

Art. 5. § 1. Het college vergadert op bijeenroeping door de voorzitter.

De voorzitter roept het college bijeen zodra hij dit passend acht of zodra een gouverneur daarom verzoekt.

§ 2. De voorzitter bepaalt de agenda van de vergaderingen van het college.

De gouverneur die een punt op de agenda wenst te laten inschrijven, dient een schriftelijk verzoek in bij de voorzitter, tenzij hij tijdens een zitting van het college daarom verzoekt.

De voorzitter stelt de datum van de zitting vast op de agenda waarvan dat punt zal opgenomen worden.

Art. 6. Het college vergadert in principe in de ambtswoning van de voorzitter.

In uitzonderlijke gevallen kan het college, afhankelijk van de omstandigheden, op een andere plaats vergaderen.

Art. 7. § 1. De oproepingen voor de vergaderingen worden door de voorzitter ondertekend. Ze bevatten de agenda van de zitting.

Ze worden minstens vijftien dagen voor de datum van de zitting aan de leden meegedeeld. In geval van dringende noodzakelijkheid, die door de voorzitter beoordeeld wordt, moeten de oproepingen uiterlijk de dag vóór de vastgestelde zittingsdag bij de leden toekomen.

§ 2. Bij wijze van uitzondering kan de voorzitter onmiddellijk en zonder schriftelijke kennisgeving een nieuwe vergadering van het college bijeenroepen.

HOOFDSTUK IV. — *Beraadslagingen*

Art. 8. Alleen de agendapunten worden besproken.

Indien alle aanwezige leden hiermee instemmen, kan het college echter besluiten om andere punten die niet op de agenda staan, te bespreken.

Art. 9. De gouverneurs kunnen zich laten vervangen door een arrondissementscommissaris van de provincie waartoe ze behoren. Met betrekking tot kwesties in verband met de gewestelijke ontvangers wonen de arrondissementscommissarissen de vergadering bij.

Art. 10. § 1. Het college beraadslagt indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is.

§ 2. Wanneer de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarde niet is vervuld, stelt de voorzitter dit vast en sluit hij de zitting of beslist hij dat het college blijft zitting hebben en de agenda geheel of gedeeltelijk behandelt zonder geldig te kunnen beraadslagen.

De voorzitter stelt de datum van de vergadering onmiddellijk vast, waarop de op de agenda van de gesloten zitting staande punten onderzocht zullen worden. Tijdens deze zitting kunnen de overgedragen punten geldig worden besproken, ook al is het in paragraaf 1 vastgestelde quorum niet bereikt.

De oproeping voor de volgende vergadering vermeldt deze omstandigheid. In dit geval kan worden afgeweken van de in artikel 7, § 1, tweede lid bepaalde termijn.

Art. 11. De zittingen worden door de voorzitter geopend, opgeschort en gesloten.

Art. 12. Onder voorbehoud van de toepassing van bijzondere bepalingen worden de beslissingen van het college met meerderheid van stemmen genomen.

Art. 13. De zittingen van het college zijn niet openbaar. De personen die de vergaderingen van het college in enigerlei hoedanigheid bijwonen, dienen het geheim van de beraadslaging en van de stemming te eerbiedigen.

Het college kan elke persoon die het nuttig acht, uitnodigen.

De door het college onderzochte documenten zijn vertrouwelijk.

Strikte vertrouwelijkheid is vereist voor dossiers die betrekking hebben op personen of op uitdrukkelijk verzoek van de voorzitter.

Art. 14. Onverminderd de toepassing van andere verbodsbepalingen die voortvloeien uit een wet, een decreet, een wettelijke of reglementaire bepaling, onthoudt elk lid van het college zich van deelname aan de beraadslaging en stemming over een agendapunt zodra er rechtstreeks of onrechtstreeks een persoonlijk belang is bij de te nemen beslissing.

Het lid moet zich dan terugtrekken tijdens de bespreking van en de stemming over bedoeld punt. Er wordt echter rekening gehouden met zijn aanwezigheid wat betreft de toepassing van artikel 10, § 1.

HOOFDSTUK V. — *Notulen van de vergaderingen*

Art. 15. § 1. Het secretariaat van het college wordt door de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie waargenomen.

Op elke vergadering van het college worden notulen opgesteld in beknopte vorm, waarin de elementen van het besluitvormingsproces, de resultaten van de eventueel uitgebrachte stemmen en de formele redenen voor de genomen beslissingen worden vermeld. De tekst van de notulen wordt, na aan de voorzitter te zijn voorgelegd, ter goedkeuring op de agenda van de volgende vergadering van het college geplaatst.

Wanneer de voorzitter het beslist, kunnen de notulen betreffende een bepaald ter vergadering vermeld punt onmiddellijk worden opgesteld en goedgekeurd.

§ 2. De notulen worden in het Frans opgesteld. Ze worden na goedkeuring door het college door de voorzitter ondertekend.

Ze worden door het secretariaat van het college bewaard, dat er voor eensluidend verklaarde uitgaven of uittreksels van aflevert aan de terzake bevoegde personen. Die afgifte moet echter wel vooraf worden goedgekeurd door de voorzitter van het college, wanneer het verzoek niet rechtstreeks van een van zijn leden afkomstig is.

Art. 16. De leden van het college ondertekenen op elke vergadering een presentielijst die door de voorzitter voor echt wordt verklaard.

Art. 17. Iedere schriftelijke verzending of mededeling, met name de verzoeken om bijeenroeping, oproepingen voor de vergaderingen, verzoeken tot plaatsing op de agenda, mededelingen van documenten, kunnen per post of langs elektronische weg geschieden.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 18. De artikelen 2 en 6 van het decreet van 2 mei 2019 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de gewestelijke ontvangers treden in werking op de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 20. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 6 juni 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/42686]

28 NOVEMBRE 2019. — Ordonnance modifiant l'article 11/1 de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. À l'article 11/1 de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, inséré par l'ordonnance du 9 juillet 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sont également compétents pour la constatation des infractions à la loi du 9 mai 2018 relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour et à ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'aux lois prises sur la base de l'article 6, § 1^{er}, IX, 3° et 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et leurs arrêtés d'exécution. » ;

2° il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Ces fonctionnaires exercent ces contrôles ou ces surveillances conformément aux dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations. ».

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/42686]

28 NOVEMBER 2019. — Ordonnantie tot wijziging van artikel 11/1 van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 11/1 van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, ingevoegd door de ordonnantie van 9 juli 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangeduide ambtenaren zijn eveneens bevoegd voor de vaststelling van de inbreuken op de wet van 9 mei 2018 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse onderdanen die zich in een specifieke verblijfssituatie bevinden en haar uitvoeringsbesluiten, evenals op de wetten genomen op grond van artikel 6, § 1, IX, 3° en 4° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en hun uitvoeringsbesluiten. » ;

2° een derde lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Deze ambtenaren voeren deze controles of dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen. ».